

L'INSTITUT CANADIEN DES AFFAIRES INTERNATIONALES*

ON RECONNAÎT aujourd'hui dans tous les pays démocratiques que le gouvernement a besoin d'une opinion publique avertie qui l'aide à orienter sa politique étrangère. Le gouvernement dont la politique étrangère devance trop l'opinion ou le sentiment du pays va au-devant du désastre. C'est d'ailleurs ce que Wilson a constaté aux États-Unis. D'un autre côté, à une époque où « le mensonge méthodique » a été l'instrument de tous les gouvernements totalitaires, le gouvernement qui entreprend de diriger à lui seul l'opinion publique est soupçonné de faire de la « propagande ». De là l'importance pour les démocraties d'un organisme indépendant et non officiel qui se consacre à l'étude des affaires internationales, favorise la recherche, diffuse des informations et encourage la liberté de discussion dans tout le pays. C'est ainsi que l'Institut royal des Affaires internationales au Royaume-Uni, le Conseil des Relations étrangères aux États-Unis et l'Institut canadien des Affaires internationales sont des organismes privés qui rendent des services signalés au gouvernement et à la collectivité.

La nécessité d'organismes non officiels

Les deux premiers de ces organismes sont nés des observations que les délégations britanniques et celle des États-Unis ont pu faire à la Conférence de la paix qui eut lieu à Paris en 1919. Délégués et conseillers, notamment le colonel House, M. Shotwell, lord Robert Cecil, et M. Lionel Curtis puisèrent, dans les pourparlers de paix, la conviction que le besoin se faisait sérieusement sentir, dans leurs pays respectifs, d'organismes non officiels capables de se livrer à une étude suivie des affaires internationales. Le mécontentement que suscita chez eux la Conférence de Paris fut le point de départ de cette conviction. « Notre déception est de bon augure; perpétuons-la », déclarait lord Robert Cecil au dîner qui eut lieu le 30 mai 1919 pour examiner le projet. De tels organismes étaient nécessaires pour recueillir les faits relatifs aux affaires internationales, — « notre matière première la plus rare », selon le mot d'Elihu Root, — et pour stimuler le jeu d'une opinion avertie avant que ne fussent formulées les politiques gouvernementales. Il avait été décidé alors de fonder un seul institut anglo-américain des affaires internationales destiné à tenir ses membres au courant de la situation internationale et à leur permettre d'étudier les rapports qui existent entre les politiques nationales et les intérêts de l'ensemble de la société humaine, mais cette décision n'eut pas de suite, et ce fut sans doute heureux. Néanmoins, les deux organismes nationaux susmentionnés, auxquels fait pendant l'Institut canadien des Affaires internationales, sont nés de ce projet.

La création de l'Institut canadien des Affaires internationales est en partie attribuable aux discussions qui eurent lieu à Paris à l'époque, puisque deux de ses fondateurs, sir Robert Borden et M. J. W. Dafoe, qui assistaient à la Conférence de la paix, étaient déjà en relations avec l'Institut du Royaume-Uni. Ce dernier, qui comptait quelques membres au Canada, devait son siège, Chatham

*Par le professeur F. H. Soward, de l'Université de la Colombie britannique.